

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

**Le rapport AATM 2024 aborde des questions essentielles liées au commerce agricole en Afrique.** À l’instar des éditions précédentes, le nouveau rapport présente une base de données qui rectifie les valeurs divergentes des flux commerciaux déclarés par les pays importateurs et exportateurs. Ces données constituent le fondement de l’analyse du commerce de l’Afrique, aux niveaux international, national et communautaire (communautés économiques régionales - CER). Le rapport répond à l’urgence de lutter contre le changement climatique et de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) en examinant en profondeur les interactions entre le changement climatique, l’utilisation de l’eau, les émissions de GES et le commerce agricole en Afrique.

**Le commerce des produits et des intrants agricoles, ainsi que les instruments politiques associés, influencent toutes les dimensions de la sécurité alimentaire, à savoir la disponibilité, l’accès, l’utilisation et la stabilité.** Cette relation complexe est explorée au Chapitre 1, qui montre comment les instruments de politique commerciale (tels que les droits de douane, les mesures non tarifaires et les accords commerciaux approfondis) peuvent améliorer la sécurité alimentaire en Afrique. Une attention particulière est portée sur les engrais, étant donné que près de 90 % des engrais utilisés en Afrique subsaharienne sont importés. Cette forte dépendance à l’égard des importations, combinée à la volatilité des prix et aux perturbations de l’offre des principaux pays producteurs, représente un défi majeur pour les pays africains, particulièrement pour les petits exploitants agricoles.

**Malgré une augmentation des exportations agricoles africaines, la part de l’Afrique dans les échanges mondiaux de quotas d’émissions de GES reste inférieure à sa part dans le commerce agricole.** Le Chapitre 2 présente une analyse approfondie du commerce africain des produits agricoles et des émissions de carbone qui leur sont associées, dans le but de mieux comprendre la contribution de l’Afrique à l’empreinte carbone mondiale du commerce agricole. Entre 2018 et 2022, l’Afrique a enregistré la troisième croissance la plus rapide des exportations agricoles (derrière les Amériques et l’Asie) et la deuxième croissance la plus rapide des importations (après l’Asie). L’Afrique joue un rôle clé sur les marchés mondiaux pour certains produits majeurs tels que le coton, le cacao, le café, le thé et le tabac, côté exportations, ainsi que les céréales, le sucre, les confiseries et les huiles, côté importations. Cependant, sa contribution aux échanges mondiaux de quotas d’émissions est inférieure à sa part dans le commerce global. Le secteur du textile et de l’habillement, doté d’une grande capacité de production, est aussi l’un des plus grands générateurs d’émissions en Afrique, mais ses exportations sont majoritairement destinées au marché continental. Quant aux émissions liées aux importations agricoles, elles proviennent principalement d’Asie, particulièrement dans le secteur du textile et de l’habillement, qui peine à adopter des technologies et des pratiques durables, comme c’est le cas dans d’autres régions du monde.

**Au niveau intra-africain, la plupart des CER sont davantage tournées vers l’intérieur que vers l’extérieur.** Le Chapitre 3 offre une analyse détaillée du commerce intra-africain, révélant que, en termes de valeur, la plupart des CER commercent davantage au sein de leur région qu’avec le reste de l’Afrique, et soulignant l’importance des accords de libre-échange intra-CER pour faciliter le commerce intrarégional.

**Le commerce de l’eau virtuelle peut atténuer l’impact des pénuries d’eau localisées en Afrique.** Le Chapitre 3 étudie le concept de l’eau virtuelle, c’est-à-dire, l’eau utilisée dans la production des produits agricoles commercialisés. Cette analyse permet d’évaluer la contribution du commerce intra-africain à la gestion du stress hydrique et de la pénurie d’eau dans les pays africains, ainsi qu’à une utilisation plus efficace de l’eau. Parmi les cultures étudiées, le mil et le macis sont les plus gros consommateurs d’eau, suivis des goyaves, des mangues et des

haricots. En termes de politiques, il est essentiel de faciliter les exportations d'eau virtuelle afin de réduire les pénuries d'eau et d'atténuer les impacts des différences de disponibilité de l'eau sur le continent. Des politiques nationales et régionales sont nécessaires pour encourager les investissements en matière d'infrastructures visant à améliorer les systèmes d'irrigation et les pratiques de gestion de l'eau.

**En ce qui concerne les chaînes de valeur des fruits et légumes (CVFL), l'Afrique se spécialise principalement dans le secteur en amont.** Le Chapitre 4 analyse les CVFL et met en évidence les défis et les opportunités d'accroissement du commerce des fruits et légumes et de mise à niveau de la chaîne de valeur. Malgré une augmentation des exportations africaines de fruits et légumes non transformés au cours des 20 dernières années, les importations restent dominées par les fruits non transformés et les légumes transformés, indiquant une position en amont de ces chaînes de valeur. À l'échelle mondiale, les pays africains sont absents de la liste des 10 premiers exportateurs et importateurs de fruits et légumes, à tous les niveaux de transformation. Au niveau intra-africain, le commerce des fruits porte essentiellement sur des produits non transformés, alors que près de 60 % du commerce intra-africain des légumes concerne les produits transformés. En outre, l'exportation des fruits et légumes reste plutôt marginale alors que l'Afrique dispose d'un avantage comparatif révélé et que la demande mondiale est élevée. Néanmoins, il existe un potentiel de croissance à long terme pour certains fruits (tels que les pommes, les agrumes, les bananes, les pêches, les fraises) et leurs dérivés semi-transformés et transformés, pour certains fruits tropicaux majeurs (tels que les mangues, les goyaves et les ananas), pour les légumes (y compris les pommes de terre, les tomates, les oignons, les échalotes, les brocolis, les choux-fleurs et les carottes) et pour les mélanges de légumes surgelés. Toutefois, ce potentiel ne pourra être développé qu'en s'attaquant à tous les obstacles auxquels sont confrontées les CVFL, en particulier les mesures non tarifaires, les droits de douane progressifs des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique, ainsi que le manque de connectivité entre les pays africains.

**La vulnérabilité des pays africains fortement exposés au changement climatique risque d'affecter leur avantage comparatif.** Le Chapitre 5 évalue la vulnérabilité des pays africains face au changement climatique, en la comparant à celle d'autres régions du monde. Ce chapitre montre que le changement climatique risque d'affecter gravement l'avantage comparatif de l'Afrique dans l'agriculture, notamment à travers l'augmentation des températures, la fréquence accrue des phénomènes extrêmes (en particulier les sécheresses), les parasites, les maladies des plantes et la baisse de la productivité de la main-d'œuvre. Ces effets pourraient augmenter la vulnérabilité de l'Afrique sur plusieurs fronts, notamment en matière d'agriculture, de migrations forcées et de sécurité alimentaire. Le changement climatique peut également influencer la spécialisation des pays africains, en raison de la sensibilité des produits agricoles aux variations de température et de disponibilité de l'eau. Le chapitre identifie quatre groupes de produits selon le niveau de risque qui leur est associé : très élevé (légumineuses, noix comestibles, graines oléagineuses) ; élevé (légumes et certains fruits comme les pommes et les bananes) ; modéré (principalement les céréales et certaines graines oléagineuses comme le soja et le tournesol) et ; faible (orge, graines de colza). Il est préoccupant de constater que la majorité des produits agricoles échangés ou consommés en Afrique entre dans les catégories menacées.

**La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a réussi son intégration régionale mais reste confrontée à des défis politiques et économiques persistants.** Le Chapitre 6 évalue les flux commerciaux et les politiques agricoles de la CEDEAO, soulignant les principaux défis auxquels cette région est confrontée, notamment les droits de douane, les mesures non tarifaires, les performances logistiques et la diversité des monnaies. L'intégration en Afrique de l'Ouest, qui remonte à l'époque des empires et des royaumes africains, a été

renforcée après la période coloniale avec la création de la CEDEAO, qui fonctionne depuis près de 50 ans. Cette communauté est souvent considérée comme l'une des CER les plus avancées d'Afrique en termes d'intégration en raison de ses accomplissements majeurs en matière la libre circulation des personnes, de libéralisation des tarifs internes et de son niveau élevé d'introversion commerciale (les pays de la CEDEAO ont tendance à commercer davantage à l'intérieur de la CER). Cependant, l'efficacité de la CEDEAO est entravée par plusieurs défis, notamment les mesures non tarifaires, la corruption, la bureaucratie excessive, la faible qualité de ses infrastructures et les tensions politiques entre certains États membres (en particulier le Mali, le Burkina Faso et le Niger), ce qui rend l'avenir de la CER incertain.